

# Rapport final de la journée du 3 février 2010

## « Atteindre les marginalisés »

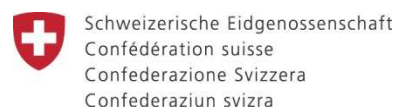
Hotel Bern, Zeughausgasse 9, Berne



Organisé par:



avec le soutien de :



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

## Sommaire

<b>1. Programme de la journée .....</b>	<b>3</b>
<b>2. Objectifs et déroulement .....</b>	<b>4</b>
a. Objectifs de la journée.....	4
b. Déroulement de la conférence de presse et de la journée .....	4
<b>3. Compte-rendu des discussions sur le contenu du rapport et les mesures à mettre en place pour mieux intégrer et former les populations marginalisées .....</b>	<b>5</b>
a. 1 <sup>ère</sup> partie : Position de la DDC, présentation du rapport et débat sur ses principales conclusions et recommandations.....	5
i. Position de la DDC – M. Martin Dahinden, directeur .....	5
ii. Présentation du Rapport mondial de suivi de l'EPT « Atteindre les marginalisés » - M. Kevin Watkins, directeur du rapport .....	6
iii. Panel de discussions sur le RMS et sa thématique, du point de vue de différentes institutions .....	7
b. 2 <sup>ème</sup> partie : Travaux de groupes, présentations des recommandations et des mesures à mettre en place pour mieux intégrer et éduquer les populations marginalisées.....	10
i. Restitution des travaux de groupe .....	10
ii. Perspectives d'actions et synthèse des travaux.....	11
<b>4. Conclusions et remerciements .....</b>	<b>12</b>
<b>5. Annexes.....</b>	<b>14</b>

## 1. Programme de la journée

9:30-10:00	Accueil
10:00-10:50	<p><b>Ouverture officielle de la Journée et Lancement en Suisse du Rapport Mondial de Suivi (RMS) de l'Education pour tous, 2010</b></p> <p>Mots de bienvenue et présentation de la journée par le Réseau Suisse Education et Coopération Internationale (RECI)</p> <p>Mots de bienvenue, par le Bureau International d'Education (BIE)</p> <p>Allocution de <b>M. DAHINDEN</b>, Directeur de la DDC</p> <p>Présentation du RMS « Atteindre et éduquer les plus marginalisés », <b>K. WATKINS</b>, UNESCO Paris</p>
10:50-11:15	Pause café
11:15-12:15	<p><b>Panel : Commentaires sur le RMS et sa thématique, du point de vue de différentes institutions</b></p> <p><u>Intervenants</u> :</p> <p><b>C. ACEDO</b>, Directrice du BIE, Genève ;</p> <p><b>A. BYLL-CATARIA</b>, Secrétaire Exécutif de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA) ;</p> <p><b>J. OUEDRAOGO</b>, Secrétaire exécutive d'ENDA Tiers Monde</p> <p><u>Répondants</u> : Parlementaires suisses, directeur de la DDC, représentant du Réseau</p>
12:15-13:00	<b>Discussion, questions, débat</b>
13:00-14:00	Pause repas
14:00-16:00	<b>Groupes (3) de travail sur les dimensions : Recherche, Plaidoyer, Programmes</b>
16:00-17:00	<p><b>Panel : Perspectives d'actions et synthèse des travaux</b></p> <p><u>Intervenants</u> : les facilitateurs/trices des groupes de travail et des représentants des institutions (BIE, DDC, ADEA, ENDA, RECI, Parlement)</p>
17:00-18:00	Apéritif

## **2. Objectifs et déroulement**

### **a. Objectifs de la journée**

Dans le cadre du lancement en Suisse du Rapport mondial de suivi de l'EPT 2010 : « Atteindre les marginalisés », qui dresse un état des lieux général de l'éducation dans le monde par rapport aux six objectifs de l'EPT (Dakar 2000), les discussions de la journée devaient permettre :

- d'examiner les caractéristiques particulières qui causent la marginalisation et leurs conséquences sur l'éducation ;
- d'approfondir les principales conclusions du Rapport avec une vision croisée du Nord et du Sud ;
- d'examiner les défis qui se posent en termes de financement et de politiques ;
- de réfléchir sur les pratiques des professionnels engagés dans la coopération au développement et de proposer des perspectives.

### **b. Déroulement de la conférence de presse et de la journée**

**Une conférence de presse** a eu lieu en marge de la journée de lancement le mardi 2 février à Berne. Ont pris part à cette conférence Mme Clementina Acedo, directrice du BIE-UNESCO, M. Martin Dahinden, directeur de la DDC, Mme Joséphine Ouedraogo, directrice d'ENDA-Tiers Monde et M. Carlo Santarelli, représentant le Réseau Education et Coopération Internationale (RECI). Durant la conférence de presse, Mme Acedo a représenté l'UNESCO et le Directeur du Rapport mondial de suivi de l'EPT, M. Kevin Watkins, qui ne pouvait être présent (voir communiqué de presse en annexe).

L'importance de l'engagement et du rôle du financement international dans l'aide à l'éducation et la priorité de l'Afrique ont été largement soulignés par les responsables présents à la conférence de presse et à la journée de lancement.

**La journée de lancement** s'est déroulée en deux parties :

- 1) Après les mots de bienvenue énoncés par le représentant du RECI et la directrice du BIE, le Directeur de la DDC, M. Dahinden, a procédé à une allocution pour définir la position de la DDC sur la base du rapport et des constats tirés. M. Watkins a ensuite effectué la présentation du Rapport. Enfin un panel, auquel ont participé Mme Acedo (BIE-UNESCO), M. Byll-Cataria (ADEA), Mme Ouedraogo (ENDA Tiers-Monde) a permis de discuter des principales conclusions et recommandations du rapport
- 2) La deuxième partie était dédiée aux **travaux de groupe** pour approfondir certaines thématiques et sous-thématiques du Rapport. Il y a été question d'identifier ce qui, dans le Rapport, peut faire l'objet d'actions concrètes dans le champ d'activités de chaque organisation/institution présente, sur la base d'une analyse critique de son contenu. Pour ce faire, les groupes de travail ont été partagés en trois domaines de réflexions, selon les champs d'actions des participants :
  - la recherche et le développement d'approches pédagogiques ;
  - les projets et les programmes sur le terrain ;
  - la sensibilisation et le plaidoyer politique, en Suisse et sur le terrain.

Chaque groupe de travail était composé au moins de :

- une personne du comité du Réseau pour s'assurer du bon déroulement des travaux,
- une personne ressource pour introduire le débat,

- un/e modérateur/trice,
- un/e rapporteur/euse.

La journée a été organisée par le RECI qui regroupe 39 organisations suisses actives dans la coopération en éducation et le BIE/UNESCO, avec le soutien de la DDC. Elle a connu un grand succès, et enregistré la participation de 94 personnes.

### **3. Compte-rendu des discussions sur le contenu du rapport et les mesures à mettre en place pour mieux intégrer et former les populations marginalisées**

#### **a. 1<sup>ère</sup> partie : Position de la DDC, présentation du rapport et débat sur ses principales conclusions et recommandations**

##### ***i. Position de la DDC – M. Martin Dahinden, directeur***

M. Dahinden commence par souligner l'importance de l'éducation pour la DDC, une des dix priorités de l'institution retenue par le Parlement pour la période 2009 à 2012, ainsi que la préoccupation de la coopération suisse en ce qui concerne l'éducation des populations marginalisées. **Il relève qu'il est crucial de mettre l'éducation à l'agenda international en 2010** compte tenu des échéances 2015 liées aux ODM et EPT qui se rapprochent et des énormes défis qui demeurent en termes de qualité et équité éducatives. Le lancement du RMS est une excellente opportunité de relancer les processus de réflexions, d'actions et de décisions dans le secteur de l'éducation ; la DDC est d'ailleurs très satisfaite de contribuer financièrement à la publication de ce rapport qui constitue une source d'informations et d'analyses approfondies et actuelles, incontournables dans le domaine de l'éducation.

Le Directeur de la DDC souligne également les effets dramatiques que peut avoir la crise économique actuelle sur les systèmes éducatifs des pays pauvres, l'éducation se trouvant en concurrence avec d'autres priorités nationales. Il aborde ensuite le travail et la position de la DDC sur le thème de la conférence en développant certains points du rapport :

- les pays du Sahel et le Bangladesh, où la moitié des jeunes adultes ont bénéficié de seulement 2 ans de scolarité, sont les plus touchés par la « pauvreté éducative ». La DDC appuie, dans cette région où les populations ont besoin d'acquérir des connaissances fondamentales et des compétences techniques, de nombreux programmes d'éducation formelle et non formelle en favorisant l'éducation bilingue, l'éducation et la formation des enfants non-scolarisés et déscolarisés ainsi que des adultes analphabètes, etc.
- la DDC soutient des ONG qui approfondissent avec les communautés des questions fondamentales telles que : quelle école voulons-nous pour quel développement ? et mettent en place des offres appropriées susceptibles de devenir des modèles au niveau national

En guise de conclusion, la DDC considère que l'éducation est la pierre angulaire de toute politique visant à réduire les disparités et qu'il est important de



s'assurer que les programmes atteignent véritablement les populations marginalisées à travers des partenariats solides et durables, notamment avec les ONG.

## **ii. Présentation du Rapport mondial de suivi de l'EPT « Atteindre les marginalisés » - M. Kevin Watkins, directeur du rapport**

*Le Rapport mondial 2010 présente, comme toile de fond, l'impact de la crise financière mondiale sur les systèmes éducatifs des pays en développement et sur les efforts qui ont été entrepris depuis la Conférence de Dakar (2000) pour atteindre les objectifs de l'EPT d'ici 2015. La recommandation principale est que malgré la crise économique que traverse le monde, il est essentiel que les pays riches ne relâchent pas leurs efforts dans le financement des politiques de développement desquelles dépend l'éducation de millions d'enfants dans les pays en développement maintenant et à l'avenir.*

Première partie : Progrès réalisés par rapport aux 6 objectifs de l'EPT

La crise financière met l'éducation dans une position délicate en ce qui concerne les pays du sud. Les répercussions de cette crise se ressentent surtout dans les pays du Tiers-Monde. Or, leur marge de manœuvre est restreinte et les problèmes sont souvent cumulatifs : les pays les plus pauvres ne disposent pas de l'autonomie et du pouvoir de décision leur permettant de conserver les acquis de ces dernières années.

La crise ralentit et retarde les investissements déjà insuffisants pour atteindre les six objectifs de l'EPT. Le rapport a constaté 10% de perte de financement par élève, alors que dans les pays du Nord, les gouvernements essaient de prendre le contrepied de la crise et de renforcer et protéger l'enseignement primaire. Le rapport est très critique sur les réactions des gouvernements, ou plutôt sur l'absence de réactions. Il est aujourd'hui important de convoquer une conférence au sommet pour évaluer les impacts de la crise, notamment sur l'éducation!

Par ailleurs, la tendance est de compter le nombre d'enfants scolarisés. Ces statistiques sont utiles, mais ignorent les conditions dans lesquelles cette scolarisation est réalisée. Par exemple, les enfants sont souvent sous-alimentés, ce qui a des effets négatifs sur la capacité de concentration mais aussi sur leur santé. Ce problème fait partie intégrante du système d'éducation et doit être traité en lien avec le secteur de la santé.

Il y a malgré tout une évolution positive, puisque beaucoup moins d'enfants quittent l'école en cours de route, mais... la progression n'est pas égale partout et les données sont probablement surestimées dans certains pays.

**Quoi qu'il en soit, en 2015, 56 millions d'enfants seront toujours non-scolarisés !**

Les parcours de formation technico-professionnelle sont aussi problématiques car largement inadaptés et dévalorisés : la majorité des offres existantes a trait au secteur économique formel alors que l'économie informelle a une capacité d'absorption bien plus importante de la main d'œuvre dans de nombreux pays du Sud ; quant au secteur primaire rural, il est carrément le « grand oublié » des acteurs de l'ingénierie de la formation. Finalement, le problème de l'analphabétisme ne représente pas la priorité des gouvernements nationaux alors même qu'il y a beaucoup de choses à faire, comme on l'a vu en Inde ou au Bangladesh.

On peut encore relever le fait qu'on avance beaucoup plus vite quantitativement que qualitativement. La qualité de l'éducation est un problème central, qui a peu été pris en compte et qui limite grandement les effets des politiques éducatives. Il ne sert à rien de mettre des enfants dans une école où ils apprennent peu ou reçoivent des connaissances non pertinentes par rapport à leur contexte/environnement.

## Deuxième partie : Marginalisation, mesures et inégalités

Pourquoi la marginalisation est-elle le sujet principal du rapport ? Au sein de l'équipe internationale du rapport, de nombreuses définitions de l'exclusion et de la marginalisation étaient présentes. L'éducation doit rimer avec utilité sociale pour les enfants. Une des définitions identifiée et issue d'un ouvrage de Amartya Sen parle **d'éradication de l'injustice**.



Le rapport s'est appuyé sur un nouvel outil de mesure, basé sur 2 étalons: un premier ratio de 2 ans, un deuxième de 4 ans. Les enfants ayant passé moins de 4 ans à l'école sont ainsi considérés comme souffrants d'une « pauvreté éducative » et les enfants y ayant passé moins de 2 ans vivent une « extrême pauvreté éducative ». **Pauvreté éducative rime également avec féminité et/ou ruralité et/ou pauvreté**, comme on le voit avec l'exemple du Nigéria, où la durée moyenne de scolarisation est de 6,7 ans. Mais un jeune garçon riche et urbain passera plus de 10 ans à l'école, tandis qu'une fille Haoussa de la campagne n'y passera que 4 mois.

En plus de la pauvreté, il faut donc aussi compter avec les disparités de genre, géographiques et de statut social comme facteurs de marginalisation dans l'éducation. Il est nécessaire de lutter aussi contre les attitudes sociales discriminantes.

## Troisième partie : Coopération internationale et non-respect des engagements

A Dakar, en l'an 2000, de nombreux pays occidentaux ont pris des engagements solennels et contractuels. Le constat est que 4 milliards ont été investis en 3-4 ans, puis les investissements ont régressé de 17%. Il n'y a pas eu de grande augmentation dans le domaine de l'éducation, alors que les moyens dans le domaine de la santé, qui bénéficie d'un important soutien politique, ont augmenté significativement. Nous sommes entrés en phase de stagnation depuis 2-3 ans, alors qu'il faudrait dégager davantage de fonds.

Dans le passé, les investissements nécessaires pour atteindre les objectifs ont été sous-estimés. Actuellement, 16 milliards USD par an sont considérés nécessaires pour atteindre les objectifs.

### ***iii. Panel de discussions sur le RMS et sa thématique, du point de vue de différentes institutions***

A la suite de cette présentation, un panel de discussion sur le contenu du rapport ainsi que sur ses conclusions a permis de souligner plusieurs aspects particulièrement pertinents et cruciaux. Le panel était constitué de : Clementina Acedo, Joséphine Ouedraogo et Ahlin Byll-Cataria, dont les appartenances institutionnelles ont été mentionnées plus haut.

Il a également été question d'envisager ce que la Suisse peut faire dans ses domaines de compétences et avec ses ressources disponibles pour contribuer au développement et à l'amélioration de l'éducation dans les pays en développement.



Observations générales des panelistes sur le contenu du Rapport :

- le Rapport permet de situer l'ampleur du problème auquel sont confrontés les systèmes éducatifs des pays en développement ; à l'instar de tous les rapports mondiaux, ce document se veut exhaustif et rassemble beaucoup d'informations, notamment d'ordre statistique pour les besoins de l'analyse à la fois globale et comparative.
- le Rapport permet d'identifier de façon très précise quelles sont les populations marginalisées à l'intérieur de chaque région et les causes de cette marginalisation ;
- les stratégies proposées ne sont pas véritablement nouvelles et originales puisqu'elles découlent des analyses et des recommandations faites dans des réunions internationales, régionales et nationales au cours des dix dernières années .Le rapport a donc le mérite d'être une bonne source d'informations en la matière ;
- le problème de la malnutrition des enfants en âge scolaire est dû à de mauvaises politiques agricoles et ne peut pas être traité uniquement du point de vue des systèmes éducatifs mais par une **approche multisectorielle** ;
- un accent particulier devrait être mis sur **l'alphabétisation des femmes** et sur la marginalisation de celle-ci des systèmes économiques car leur influence sur le développement est importante ;
- il existe des **minorités marginalisées** (minorités ethniques, religieuses, populations nomades, rurales...) dans les pays en développement qui sont effectivement éloignées des systèmes éducatifs, cependant si l'on parle en terme d'**accès à une éducation de qualité**, la population marginalisée dans les pays du Sud constitue souvent la majorité de la population globale ;
- pour atteindre les marginalisés, il ne suffit pas de se concentrer sur la question de l'accès, il faut aussi aborder la question plus complexe de la qualité et de l'équité ; il y a lieu d'impliquer les acteurs locaux dans la formulation des programmes d'éducation et de formation, surtout non formelles, qui répondent à leurs besoins
- être inclusifs au niveau de l'accès implique des changements pour tout le système éducatif afin de garantir des offres éducatives équitables (par exemple au niveau des curricula, des enseignants et de leur formation, des infrastructures, etc.) ;
- les **contenus des curricula sont vraiment problématiques** ; le système éducatif actuel fonctionne comme un entonnoir et les études secondaires et académiques produisent surtout des chômeurs ;
- un accent fort doit être mis sur les **formations techniques et professionnelles, en lien avec l'éducation de base** ; c'est un réel travail d'analyse que les gouvernements doivent entreprendre pour former leurs citoyens dans des domaines de compétences qui seront utiles à leur développement et à celui du pays.

Principales critiques faites au Rapport :

- **les mauvaises politiques de développement sont un grand facteur de pauvreté** et ont un impact direct sur les systèmes éducatifs ; le Rapport devrait donc utiliser d'autres paramètres et inclure d'autres secteurs dans l'analyse des systèmes éducatifs ;
- dans le même ordre d'idée, l'éducation ne peut être séparée du reste des politiques sociales menée par un Etat, il s'agit d'un tout et **les réformes doivent être coordonnées dans les différents secteurs de l'économie et de la société** afin qu'un impact réel puisse être perçu dans les systèmes éducatifs ;
- **les systèmes éducatifs actuels créent de l'élitisme et de l'exclusion**, et par extension, de la marginalisation et de la pauvreté, il est donc important de revoir tout le dispositif ; la question du financement n'est pas le principal paramètre pour créer un système éducatif inclusif avec une éducation de qualité ;
- les systèmes éducatifs se heurtent également à la méfiance d'une certaine frange de la population marginalisée qui voit en eux un instrument au service des élites ;
- le Rapport peut donner l'impression que les populations pauvres sont marginalisées parce qu'elles n'ont pas le potentiel nécessaire, alors que ce sont **les systèmes**



**éducatifs qui doivent être plus inclusifs** pour redonner confiance aux populations marginalisées ;

- **le Rapport a une approche trop technique des problèmes rencontrés par les systèmes éducatifs** ; le développement n'est pas seulement un défi technique, il y a une dimension politique, globale, à prendre en compte.

Contributions des institutions représentées :

Pour l'**ADEA**, ce qui est important ce sont les interpellations que le Rapport provoque. Il est nécessaire de revoir les interprétations de ceux qui sont considérés comme étant des groupes marginalisés. Dans de nombreux pays d'Afrique, les groupes de marginalisés forment la majorité de la population. L'ADEA est un forum de dialogue politique entre ministres, agences de coopération, représentants des ONG, communautés. Dans ce forum, depuis 2002, la transformation qualitative du système d'éducation est une priorité.



Neuf groupes de travail fournissent des analyses critiques sur ce qui se passe, les expériences qui donnent de bons résultats et essaient de faire ressortir des expériences novatrices. Mais comment faire pour que les avancées éducatives n'aillent pas vers une partie seulement des élèves mais vers la majorité ? Comment faire pour que des approches éducatives dont la qualité a été reconnue, comme par exemple la Pédagogie du Texte, soient plus largement utilisées ? Pour y répondre, des pôles de qualité inter-pays, soutenus par l'ADEA, examinent la manière dont les pays s'approprient les avancées éducatives et les mettent en œuvre.

Le **BIE** a mis en rapport des équipes de spécialistes, notamment dans le domaine des curricula, avec des ministres de l'éducation pour qu'ils puissent prendre en considération les besoins des pays et des personnes. De nombreux pays ont été intégrés au processus. Quand on parle de qualité, on parle de processus qui peuvent assurer des contenus adaptés et pertinents. Il faudrait établir un dialogue politique entre les acteurs impliqués et impliquer les communautés, les parents, les élèves et les professeurs.

**ENDA** a réaffirmé dans son nouveau Document de Politique Générale ses principales missions :

(a) promouvoir le protagonisme social, (b) innover et promouvoir l'innovation, (c) crédibiliser et diffuser des pratiques innovantes et des expérimentations populaires, et (d) alimenter la réflexion critique.

Ces missions constituent plus qu'auparavant des objectifs stratégiques communs à tous les programmes d'Enda dans les secteurs de l'eau, de l'agriculture, la pêche, l'urbain, la santé, la gouvernance, le commerce, la foresterie, l'éducation, l'économie populaire, etc...

Le principe d'ENDA est de démocratiser l'accès à l'éducation. Il faut faire avec les moyens du bord et apporter des connaissances au plus grand nombre possible de personnes, à travers différentes stratégies. Cette approche permet de faciliter le dialogue et d'éviter le simple transfert de connaissances. Des comités ont été créés pour prendre les choses en main dans différents milieux.

Contributions que peut apporter la Suisse au développement de l'éducation dans les pays en développement :

- la force de la politique suisse en matière de développement est d'avoir toujours mis en place des **programmes sur le long terme** basés sur des partenariats solides et des collaborations bilatérales et multilatérales, avec des objectifs concrets et réalisables ;
- Un autre atout de la Suisse concerne les choix qu'elle a fait dans le secteur, soutenant avant tout l'adaptation et la diversification des offres d'éducation et de formation pour les groupes défavorisés (milieu rural, filles, femmes, etc..) Ceci implique des démarches d'appui locales et participatives, visant toutefois la transformation des politiques éducatives.

**b. 2<sup>ème</sup> partie : Travaux de groupes, présentations des recommandations et des mesures à mettre en place pour mieux intégrer et éduquer les populations marginalisées**

**i. Restitution des travaux de groupe**

L'après-midi, trois groupes de travail ont été mis en place afin de traiter et proposer les mesures à prendre pour améliorer l'accès à une éducation de qualité des personnes marginalisées. Ces trois groupes ont respectivement abordé la problématique de la marginalisation sous les angles suivants : recherche ; projets et programmes ; plaidoyer politique.

Les principaux résultats de ces travaux sont les suivants :

**Groupe 1 : La recherche et le développement d'approches pédagogiques**

- Les activités de recherche entreprises au niveau académique restent trop éloignées des mécanismes de décision au niveau du ministère et du pouvoir ; il faut une plus grande collaboration et un lien entre ces deux entités afin que les résultats des recherches puissent être réellement exploités ;
- Le développement de partenariats et la constitution d'équipes pluriculturelles Nord-Sud, Sud-Sud et Nord-Sud-Sud dans les recherches pédagogiques sont des stratégies essentielles pour améliorer l'impact et la pertinence de la recherche ; il faut créer des plateformes d'échange afin de bénéficier d'un maximum d'expertises ;
- Le nombre et la qualité des recherches menées sont insuffisants, ainsi que leurs éclairages pour mieux comprendre les réalités des populations marginalisées ; il faudrait valoriser et soutenir des programmes de recherche aidant à mieux comprendre et connaître les réalités de ces populations ;
- Un effort important doit être consenti pour permettre aux programmes de recherche de se traduire en outils pédagogiques concrets ;
- La collaboration entre la recherche académique et la recherche appliquée est insuffisante ; il faut promouvoir des programmes qui articulent formation et recherche.

**Groupe 2 : Les projets et les programmes sur le terrain**

- La participation des populations locales à l'élaboration des politiques publiques doit être renforcée, notamment en créant des espaces de dialogue politique ;
- L'équité est un important enjeu non seulement en terme d'accès, mais aussi en terme d'équité de traitement durant l'apprentissage et de perspectives sociales et économiques une fois diplômé ;
- L'éducation de base doit être pensée comme étant un processus tout au long de la vie ; Les sous-systèmes éducatifs (formel/ non formel) doivent être décloisonnés entre eux ;

- Les curricula doivent faciliter l'inclusion, ils doivent donc être adaptés aux spécificités locales et aux réalités globales en mettant l'accent sur les langues nationales, la question du genre, l'histoire locale, les nouvelles technologies, etc. ;
- Les expériences réussies doivent être capitalisées et diffusées ;
- L'approche doit être multisectorielle et fondée sur des partenariats ; en effet, les questions éducatives sont des questions qui concernent également les autres secteurs (santé, finance, agriculture, etc.) ;
- Le rôle des ONG doit être valorisé ; leurs efforts ne sont pas assez reconnus au niveau des Etats ;
- Les donateurs doivent changer d'attitude ; il faut apprendre ensemble ; les donateurs ne débarquent pas sur un terrain vierge ; les pays du Sud disposent de savoir, de compétences et de capacités qui doivent être mises au service du développement et de la coopération internationale ;
- Les acteurs locaux doivent avoir de l'influence sur les décideurs et avoir une certaine indépendance financière ;
- Le financement des projets programmes doit être revu : mobilisation des ressources locales en dehors de celle des Etats (organismes privés) ; prise en charge progressive du financement des activités des ONG par les Etats ; allocation des budgets aux collectivités locales selon un système de quota.

### **Groupe 3 : La sensibilisation et le plaidoyer politique, en Suisse et sur le terrain**

- La coordination intersectorielle est insuffisante, d'où un besoin de vision globale ;
- Des alliances doivent être promues entre les ONG et la coopération bilatérale/multilatérale qui devrait relayer financièrement les efforts des ONG et diffuser les expériences porteuses ;
- Les droits de l'homme doivent être mieux reconnus et promus
- La reconnaissance des acteurs locaux et de leur capacité de faire des propositions, ainsi que la reconnaissance et la prise en compte des langues et des cultures locales doivent être promues ;
- Les ressources financières des pays doivent être décentralisées et il faut allouer des budgets aux collectivités locales (les allouer dans une logique d'équité, définir des quotas financiers par groupes et régions) ;
- Des objectifs communs doivent être définis auxquels contribuent différents secteurs par exemple : santé-social-éducation-agriculture (créer des écoles multisectorielles et intergénérationnelles) ;
- Les dynamiques locales doivent être privilégiées et appuyées, à travers un processus participatif influençant les politiques ; ces dynamiques doivent pouvoir aussi influencer les politiques de développement suisses (il faut mieux comprendre les besoins locaux en écoutant la voix du Sud) ;
- La recherche de solutions éducatives locales doit être privilégiée et elles doivent ensuite être valorisées/utilisées à tous les niveaux (identification de plateformes pour disséminer les expériences) ;
- En Suisse, il s'agit de rechercher la cohérence entre les politiques et les activités internationales des différents départements ; et encourager aussi les ONG à contacter régulièrement des parlementaires.

### **ii. Perspectives d'actions et synthèse des travaux**

Un panel constitué d'un représentant des diverses institutions présentes a permis de tirer un bilan des travaux de la journée et de souligner les efforts et les mesures que chaque participant peut prendre à son niveau pour contribuer à l'intégration et à l'éducation des populations marginalisées.

Les intervenants du panel ont tiré les conclusions suivantes :

- confirmation d'une vision commune des institutions présentes de la nécessité de porter une attention accrue à la qualité de l'éducation dans les pays en développement et le besoin d'élaborer des propositions concrètes ;
- la notion de « *pauvreté éducative extrême* » apparue pour la première fois dans ce rapport doit inciter les gouvernements à changer leur monitoring : ne pas seulement se baser sur les statistiques d'accès et d'achèvement des études, mais suivre les échecs et abandons dès les premières années et en comprendre les raisons, tout en portant aussi une attention à la problématique de l'éducation de la petite enfance) ;
- l'accent doit être mis sur les liens entre l'éducation de base et la formation professionnelle qui souffre d'un manque de valorisation en Afrique; des politiques publiques doivent être mises en place car le système éducatif seul ne peut assumer ce travail de valorisation qui passe par exemple par une augmentation des salaires ;
- les communautés locales ont un rôle fondamental à jouer ; elles doivent être intégrées au processus de développement et aux débats sur les politiques publiques par la mise en place de processus participatifs ;
- Un lobbying politique doit être fait en Suisse auprès des parlementaires de tous bords pour promouvoir le changement et influencer la politique suisse car les questions liées à l'éducation sont des enjeux de société ; il faut aussi participer au débat national autour de l'aide publique au développement qui pourrait/devrait être augmentée à 0,5% du PNB (contre 0,34% aujourd'hui) ;
- au niveau de son approche du développement et malgré un financement modeste lorsque comparé à d'autres pays riches, la Suisse doit continuer à promouvoir et apporter son soutien au domaine formel et non-formel, et à l'éducation de base ; son avantage comparatif découlant des 30 années de coopération déjà menées lui donne de la force et de la crédibilité, et lui permet de jouer un rôle actif et apprécié dans le dialogue politique international ;
- au niveau du suivi, le RECI pense que le rapport qui sera fait de cette journée doit devenir un outil de travail qui permettrait de créer des groupes de travail pour approfondir certains points et formuler des propositions concrètes pour maintenir le dialogue avec le gouvernement suisse et le parlement. Des enjeux très importants se joueront durant l'année 2010, avec le démarrage du processus de réflexion sur le prochain Message Sud de la DDC qui définira les orientations de la coopération au développement pour les années futures (2013-2016) et sera soumis au Parlement.

Les interventions et questions des participants à la journée mettent également en évidence que chaque institution présente doit travailler à son niveau pour maintenir le thème de l'éducation des populations marginalisées dans les agendas politiques et participer autant que possible au plaidoyer qui doit être fait en Suisse comme dans les autres pays, pour mettre l'éducation en avant. **Pas de développement sans éducation, doit être un leitmotiv.**

#### 4. Conclusions et remerciements

M. Serge Chappatte, économiste et ancien vice-directeur de la DDC, propose une synthèse personnelle de la journée :

Le Rapport Mondial de Suivi montre de bien meilleurs résultats aujourd'hui qu'il y a 5-10 ans et bien moindres que dans 5 ans (espoir). Le panel a pu appuyer sur ce qui gênait et ce qui manquait dans le rapport. Des améliorations à la Banque Mondiale ont pu se faire grâce à des interventions comme celles d'aujourd'hui. S'il y a un message pour la Suisse, c'est que nous ne sommes pas les meilleurs en matière de cohérence de politique. Mais les paroles d'aujourd'hui nous animent pour la suite !

Une des pistes à suivre se situe au niveau national. Nous sommes de fait aidés par les parlementaires (qui ont voté le 0,5%) et non par ceux dit « sages » du Conseil Fédéral (qui ont gelé cette augmentation en attendant des temps meilleurs).

Une équation est à trouver entre l'accompagnement de mouvements locaux et ce que nous savons faire en tant qu'acteurs suisses. Le partenariat et l'accompagnement de programmes locaux, sont des tâches importantes pour la Suisse et la DDC. Il est aussi important d'intervenir auprès des organisations internationales, il y a de la place pour les idées novatrices, même si cela prend du temps.

Mme Acedo et M. Santarelli, respectivement représentants du BIE et du RECI, clôturent la journée sur quelques mots de remerciement à toutes les personnes impliquées dans l'organisation de cette journée, notamment tous les membres du comité du RECI, les collègues du BIE et d'Enfants du Monde, la DDC, les experts pour les inputs des travaux de groupe, ainsi que les techniciens, les interprètes et bien entendu le modérateur de la journée.

## 5.



## **Annexes**

- i. Présentation des intervenants
- ii. Liste des participants
- iii. Communiqué de presse (version longue)
- iv. Présentation du RMS, Kevin Watkins
- v. Groupe de travail « Recherche et développement d'approches pédagogiques » : input de Markus Diebold et résultats
- vi. Groupe de travail « Projets et programmes sur le terrain » : input de François Niada et résultats
- vii. Groupe de travail « Sensibilisation et plaidoyer politique » : input de Massimo Amadio et résultats
- viii. Résumé du Rapport Mondial de Suivi sur l'EPT 2010
- ix. Revue de presse

## i. Présentation des intervenants

❖ **Martin DAHINDEN** : Directeur de la Direction du développement et de la coopération (DDC), Ambassadeur

M. Dahinden a pris ses fonctions à la tête de la DDC le 1er mai 2008. Il occupait depuis 2004 le poste de directeur de la Direction des ressources et du réseau extérieur du DFAE, après avoir dirigé le Centre international de déminage humanitaire (à Genève). M. Dahinden a successivement occupé plusieurs postes à la Centrale, au Service du désarmement et des questions nucléaires, puis en tant que chef de la Section OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) et que chef-suppléant de l'Etat-major de coordination de l'OSCE pendant la présidence suisse (1996). M. Dahinden a ensuite été nommé chef-suppléant de la Mission suisse auprès l'OTAN, à Bruxelles.

❖ **Kevin WATKINS** : Directeur du Rapport mondial de suivi de l'Education pour Tous, UNESCO

M. Watkins a pris ses fonctions au sein de l'équipe du Rapport Mondial de suivi en janvier 2008, après avoir accompli plusieurs années en tant que directeur et auteur principal du Rapport de Développement Humain du PNUD. Il est également chargé de recherche invité dans le programme de gouvernance économique globale (CEG) de l'Université d'Oxford. Avant cela, il avait également travaillé au sein du comité de rédaction du Cadre d'Action de Dakar et sur les 6 objectifs d'Education pour tous décidés en 2000 et fut l'auteur du Rapport d'Education d'Oxfam, publié la même année.

❖ **Ahlin BYLL-CATARIA** : Secrétaire Exécutif de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)

M. Byll-Cataria a travaillé pendant plus de 20 ans au sein de la DDC où il a occupé diverses fonctions au siège et en Afrique (notamment au Niger). Il a été membre, depuis 1993, du Comité directeur de l'ADEA qui constitue un forum de dialogue politique et technique réunissant les ministres Africains de l'éducation, les principales agences de coopération au développement ainsi que des chercheurs, experts et organisations de la société civile. Il a par la suite assumé la présidence de l'ADEA avant de quitter la DDC en 2008 pour devenir le nouveau Secrétaire Exécutif de cette association. M Byll-Cataria est par ailleurs membre du Conseil d'administration de l'Institut de l'UNESCO pour l'Education tout au long de la vie.

❖ **Joséphine OUEDRAOGO** : Secrétaire Exécutive d'ENDA Tiers Monde, Dakar

Mme Ouedraogo a été tour à tour ministre de l'Essor familial et de la Solidarité nationale au Burkina Faso sous Sankara, chef de projet à l'Institut Panafricain de Développement, fondatrice du bureau d'études ARC (Appui –Recherche/Action –Conseils), directrice générale de la Coopération internationale du ministère des Affaires étrangères au Burkina Faso, haut responsable au sein de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Elle est actuellement Secrétaire Exécutive de ENDA Tiers Monde et, à ce titre, active dans différents mouvements de la société civile. ENDA assume notamment le Secrétariat du Forum Social Africain (qui organisera en 2011 le Forum Social Mondial à Dakar).

❖ **Clementina ACEDO** : Directrice du Bureau international d'éducation de l'UNESCO (BIE-UNESCO)

Au sein du Ministère vénézuélien du développement social, elle a dirigé un projet du PNUD sur l'analyse des différents aspects du développement social. Son expérience de chercheuse s'est ensuite enrichie à l'Institut d'études supérieures d'administration, ainsi qu'au Stanford Teacher Education Program (STEP). Elle a travaillé au sein de la Banque Mondiale en tant que spécialiste en éducation, avant de devenir Directrice de l'Institut international d'études en éducation de l'Université de Pittsburgh, où elle exerçait également en tant que professeur d'éducation internationale comparée et de philosophie. Depuis février 2007, Mme Acedo est Directrice du Bureau international d'éducation, dont le siège est à Genève.



## ii. Liste des participants

NOM	PRENOM	ORGANISATION	EMAIL
ACEDO	Clementina	BIE-UNESCO	c.acedo@ibe.unesco.org
AG MUPHTAH	Elmehdi	BIE-UNESCO	e.ag-muphtah@unesco.org
AMADIO	Massimo	BIE-UNESCO	m.amadio@unesco.org
AMBÜHL	Hansjürg	DEZA	hansjuerg.ambuehl@deza.admin.ch
AUBERT	Josiane	Conseillère nationale	josiane.aubert@parl.ch
BARBONI	Ambra	DDC	ambra.barboni@deza.admin.ch
BEGUIN	Daniel	Equal Education Fund	beguin@equaleducationfund.ch
BELTRAMI	Annalisa	Commission suisse pour l'UNESCO	annalisa.beltrami@eda.admin.ch
BERTHOUD	Olivier	FGC	olivier.berthoud@fgc.ch
BOTT	Laura	DEZA	laura.bott@deza.admin.ch
BOUCHARD	Johanne	IIEDH - Université de Fribourg	johanne.bouchard@unifr.ch
BRADY	Jayne	BIE-UNESCO	j.brady@unesco.org
BUNZEMEIER	Constanze	Enfants du Monde	haiti.bangladesh@edm.ch
BYLL-CATARIA	Ahlin	ADEA	a.byll-cataria@afdb.org
CHAPPATTE	Serge	Enfants du Monde	
DAHINDEN	Martin	DDC	
DALI	Helena		hd@ximongo.net
DE CASTRO	Philippe	BIE-UNESCO	p.decastro@unesco.org
DEL DON	Claudio	Université de la Suisse italienne	claudio.deldon@myvetic.com
DIEBOLD	Markus	IZB PHZ Zug	markus.diebold@phz.ch
DIETSCHY	Beat	Pain pour le prochain	dietschy@bfa-ppp.ch
DIOT	Michel	Fribourg-Solidaire	michel.diot@vtxmail.ch
DJEGUIME	Antandou	Amis suisses villages Dogon (ASVD)	djeguime@hotmail.com
DUNCOMBE	Leana	BIE-UNESCO	leana.duncombe@gmail.com; l.duncombe@unesco.org
FAIDUTTI			
LUEBER	Béatrice	GVOM	gvom@vtx.ch
FAUNDEZ	Antonio	Enfants du Monde	formation.idea-edm@edm.ch
FIAUX-NIADA	Mary-Luce	DDC	mary-luce.fiauxniada@deza.admin.ch
FICHTL	Reinhard	UBS Optimus Foundation	reinhard.fichtl@ubs.com
GAKUBA	Théogène-Octave	Reformaf	theogene-octove.gabuba.hesge.ch
GERBER-GRABER	Giuditta	Une école pour le Togo/Ecole CAP	ecole.cap@bluewin.ch
GILLI	Yvonne	CSEC-CN	yvonne.gilli@parl.ch
GOMEZ	Isabelle	ETH Zurich	igomez@ethz.ch
GORGA	Adriana Manona	UNIGE	adriana.gorga@unige.ch; atgorga@gmail.com
GRAF	Petra	HEKS	graf@heks.ch
GSTEIGER	Brigitte	Stiftung Bildung f. Kinder n. Jugendliche in Afrika	brigitte.gsteiger@lebe.ch
HEINZMANN	Hildebert	AKT Togo	hildebert.heinzmann@bluewin.ch
HUNZIKER	Peter		peterstephan.hunziker@bluewin.ch
IACOPINI	Luna		luna.iacopini@gmail.com

INAEBNIT	Samuel	TearFund Schweiz	samuel.inaebnit@tearfund.ch
JENNI	Bettina	HELVETAS	bettina.jenny@helvetas.org
JOHN	Markus	IZB PHZ Zug	markus.john@phz.ch
JOHN-CALAME	Francine	Conseillère nationale	francine.john@parl.ch
JUNGO	Tony	Interteam	jungo@interteam.ch
JUNKER	Simon	DEZA	simon.junker@deza.admin.ch
KESSELRING	Thomas	PHBern	Thomas.Kesselring@phbern.ch
KUNZ	Valeria	SAD	kunz@SAD.ch
KÜNZLER	Daniel	UniFR	daniel.kuenzler@unifr.ch
LAGIER	Fabienne	DDC	fabienne.lagier@deza.admin.ch
LAUSSELET	Rosemarie	Bureau pour la formation et le développement	lausselet@bluewin.ch
LAUWERIER	Thibaut	UNIGE	Thibaut.Lauwerier@unige.ch
LIECHTI	Valérie	Commission suisse pour l'UNESCO	val.liechti@gmail.ch
LYS	Jon-Andri	KFPE	lys@scnat.ch
MAEDER	Jean-Jacques	Croissance Afrique	jjmaeder@gmail.com
MANFRINA	Elena	DDC	elena.manfrina@deza.admin.ch
MARSCHALL	Matthias	UNIGE	matthias.marschall50@gmail.com
MATHIEU	Nicolas	Commission suisse pour l'UNESCO	nicolas.mathieu@eda.admin.ch
MAURER	Markus	Université de Zurich	markus.maurer@igb.uzh.ch
MAZZONI	Guilaine	Croissance Afrique	guilaine@tele2.ch
MONTOYA ROMANI	Jorge		jorge.montoyaromani@lycos.com
MUGRABI	Edivanda	Enfants du Monde	formation.idea-edm@edm.ch
NANZER	CAROLINE	Caritas Genève	tml@caritas-ge.ch
NIADA	Tengandé François		francois.niada@sunrise.ch
OGAY	Tania	UniFR	Tania.Ogay@unifr.ch
OUEDRAOGO	Joséphine	ENDA-Tiers monde	josephine@enda.sn
ÖZDEN	Malik	CETIM	cetim@bluewin.ch
PARC	Karin	UNESCO-Kommission	karin.parc@eda.admin.ch
PERREGAUX	Christiane	UNIGE	Christiane.Perregaux@unige.ch
PETTINATO	Suzanne	CPA	s.pettinato@sensemail.com
PICCO	Valentina	IIEDH - Université de Fribourg	valentina.picco@unibg.it
PORTELA	Annie	OMS	portelaa@who.int
QUADIR	Mélinda	Enfants du Monde	assistante.programmes@edm.ch
RECORDON	Sophie	Terre des Hommes Suisse Genève	amerique-latine@tdh-geneve.ch
REINHARD	Florian	ADAP	f.reinhard@adap.ch
REY	Micheline		reymicheline@bluewin.ch
REY	Frédéric		reymicheline@bluewin.ch
RICKLI	Mathias	DDC	mathias.rickli@deza.admin.ch
ROMAN	Sylvie	Mission Bethléem Immensee	sroman@bethlehem-mission.ch
SANTARELLI	Carlo	Enfants du Monde	secretairegeneral@edm.ch
SATAPATI	Rao	CO-OPERAID	satapati@co-operaid.ch
SCHMIDT	Anita	Save the Children Schweiz	anita.schmidt@savethechildren.ch
SCHULTER	Beatrice	Fondation Pestalozzi	b.schulter@pestalozzi.ch
SCHWERDTTEL	Volker	VSLBE	volker.schwerdtel@bluewin.ch
SIEBER	Priska	IZB PHZ Zug	priska.sieber@phz.ch
SILVA	Rossana	Grupo Coimbra de Universidades	rossana@ufu.br

		Brasileiras	
SOUZA DOS SANTOS	André	UNIGE - FAPSE	andrecamamu@bol.com.br
SPECKER	Konrad	DDC	konrad.specker@deza.admin.ch
TABIN	Marie-Claire	CPA	mctabin@tvs2net.ch
VIVIANI	Madeleine	Commission suisse pour l'UNESCO	Madeleine.Viviani-Schaerer@eda.admin.ch
VON SIEBENTHAL	Patrick	Pain pour le prochain	vonSiebenthal@bfa-ppp.ch
VOKRAL	Edita	DDC	edita.vokral@deza.admin.ch
WASHINGTON	Katherina	ipe/PHZH	katherina.washington@phzh.ch
WATKINS	Kevin	UNESCO	
ZEMP	Beat	LCH	beat.w.zemp@lch.ch
ZWAHLEN	Anne	DDC	anne.zwahlen@deza.admin.ch
ZWEIFEL	Helena	Medicusmundi	hzweifel@medicusmundi.ch



**Embargo : 2 février 2010, 11h15**

Communiqué de presse du 2/2/2010 (version longue)

## **La crise financière met l'éducation de base en danger**

Le Rapport Mondial de suivi sur l'Education pour tous 2010 de l'UNESCO met en garde contre une baisse des taux de scolarisation.

**Les effets de la crise financière mondiale risquent de priver des millions d'enfants vivant dans les pays les plus pauvres du monde de l'accès à l'éducation. Une croissance économique en baisse, l'augmentation de la pauvreté et d'importantes contraintes budgétaires mettent en péril les progrès réalisés au cours des dix dernières années. C'est la conclusion du Rapport Mondial de suivi sur l'Education pour tous 2010 de l'UNESCO qui sera présenté le 3 février à Berne. Un engagement de la Suisse est également requis.**

Selon le dernier Rapport Mondial de suivi sur l'Education pour tous de l'UNESCO, environ 72 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire et 71 millions d'adolescents dans le monde entier ne sont pas scolarisés. Si les tendances actuelles se confirment, 56 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire ne seront toujours pas scolarisés en 2015. Le Rapport de l'UNESCO souligne que la pauvreté reste l'une des raisons les plus importantes de ces disparités dans le domaine de l'éducation. 1,4 milliards de personnes dans le monde vivent avec moins de 1,25 dollars US par jour. Les coûts de l'éducation sont souvent en concurrence avec les dépenses faites pour des besoins de base comme la santé et l'alimentation. En outre, le Rapport souligne que les disparités entre hommes et femmes restent profondément ancrées dans les systèmes éducatifs. Dans 28 des pays en développement, 100 garçons sont scolarisés pour seulement 90 filles.

### **Echec des gouvernements**

Le Rapport critique l'échec des gouvernements dans la lutte contre les inégalités extrêmes dans les systèmes éducatifs et l'insuffisance des fonds versés par les pays donateurs. « Chaque année, 16 milliards de dollars US sont nécessaires pour atteindre l'objectif d'éduquer tous les enfants d'ici à 2015 » explique Clementina Acedo, Directrice du Bureau International pour l'Education à Genève.

### **Engagement de la Suisse requis**

L'engagement de la Suisse est également requis : Carlo Santarelli, un représentant du Réseau suisse Education et Coopération internationale (RECI), souligne que la Suisse ne met à disposition des programmes d'éducation qu'environ 6% de son aide bilatérale, bien qu'elle se soit engagée à contribuer aux six objectifs d'Education pour tous (voir encadré). Pour comparaison : en Suisse, les dépenses pour l'éducation s'élèvent à presque 19% des dépenses publiques budget public. C. Santarelli revendique également la mise en œuvre de l'augmentation de l'aide publique pour le développement à 0,5 % du Produit National Brut qui avait été votée par le Parlement, mais reportée par le Conseil Fédéral. Cette augmentation représentait pourtant une vraie opportunité pour contribuer de manière plus significative aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), et notamment aux efforts en matière d'éducation, élément essentiel des stratégies de lutte contre la pauvreté. Le RECI souligne également que la qualité de l'éducation n'est pas suffisamment prise en compte et qu'il faut urgemment faire des efforts pour développer des approches pédagogiques plus adaptées. La Suisse peut contribuer à cela grâce à sa bonne réputation dans ce domaine au niveau international.

### **Partenariats avec des ONG**

Selon Martin Dahinden, Directeur de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), l'éducation fait partie des thèmes prioritaires de la coopération suisse au développement. La Suisse

soutient ce secteur par des programmes bilatéraux, mais aussi par des contributions financières à des organisations internationales et non-gouvernementales. Une préoccupation particulière de la Suisse est l'amélioration de la qualité des offres éducatives qui doivent être adaptées aux besoins et situations de la population locale. Une concentration de l'éducation de base dans les pays aux taux de scolarisation les plus faibles fait sens, de même que l'appui à des projets d'éducation de base et de formation professionnelle dans les langues locales respectives et leur adaptation aux situations locales. La DDC s'assure que ces programmes d'éducation sont intégrés dans les politiques d'éducation nationales.

#### **« C'est un jeu de pouvoir »**

Pour Joséphine Ouedraogo, Directrice d'Enda Tiers Monde à Dakar, il faut faire une critique claire aux Etats qui ne remplissent pas leur mission éducative. « C'est un jeu de pouvoir ». Le pouvoir de décision doit être attribué de façon à ce que les populations rurales et défavorisées puissent vraiment bénéficier de l'aide au développement et des appuis en matière d'éducation. Elle lance un appel aux acteurs suisses afin qu'ils poursuivent leurs programmes d'éducation et qu'ils appuient des stratégies qui renforcent la responsabilité personnelles des exclus, favorisant ainsi qu'ils puissent exercer leurs droits civils.

#### **Des progrès lents**

Mais le dernier Rapport Mondial de suivi sur l'Education pour tous note également quelques avancées importantes au cours des dix dernières années : depuis 1999, le nombre d'enfants n'ayant pas accès à l'éducation a été réduit de 105 à 72 millions, et ceci surtout en Asie du Sud et de l'Ouest. En Afrique subsaharienne, le taux de scolarisation a été multiplié par cinq ; il atteint aujourd'hui 73%. Ces chiffres démentent l'idée reçue selon laquelle les pays en voie de développement ne sont pas en mesure de progresser rapidement en matière d'éducation. C'est pour cette raison que le Rapport fait appel au Secrétaire général de l'ONU afin de convoquer une conférence des bailleurs de fonds de haut niveau en 2010. « Nous ne pouvons pas nous permettre qu'une génération d'enfants soit sacrifiée et privée de ses chances d'accéder à l'éducation et de sortir de la pauvreté », a déclaré la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova.

5912 caractères

Encadré :

#### **Six objectifs de l'éducation pour tous**

Le Rapport Mondial de suivi sur l'Education pour tous, rédigé par une équipe indépendante au nom de l'UNESCO, évalue la progression au niveau mondial des six objectifs de l'Education pour tous sur lesquels 164 pays se sont engagés en 2000, au Forum Mondial sur l'Education de Dakar: renforcement de la protection et de l'éducation de la petite enfance, éducation de base pour les enfants dans le monde entier, assurer les besoins d'apprentissage des jeunes et des adultes, réduction par deux du taux d'illettrisme des adultes, égalité des sexes et amélioration de la qualité de l'éducation.

693 caractères

Communiqué de presse :

[http://www.reseau-education-suisse.ch/index.php?page=extensions&hl=fr\\_FR](http://www.reseau-education-suisse.ch/index.php?page=extensions&hl=fr_FR)

Photos : [www.unesco.org/en/efareport/resources/photos/](http://www.unesco.org/en/efareport/resources/photos/)

**Contact** : Carlo Santarelli, représentant du Réseau suisse Education et Coopération internationale (RECI) et Secrétaire général d'Enfants du Monde, 14 chemin Auguste-Vilbert, 1218 Grand-Saconnex, [secretairegeneral@edm.ch](mailto:secretairegeneral@edm.ch), Tél. 022 798 88 81 ou 079 216 35 27, [www.reseau-education-suisse.ch](http://www.reseau-education-suisse.ch)

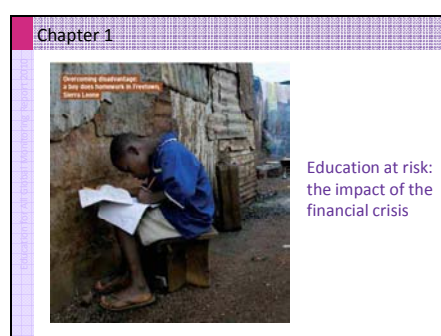
iv.

## Présentation du RMS, Kevin Watkins

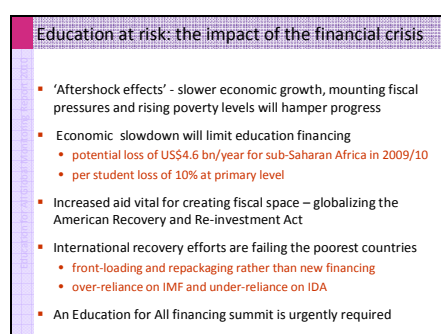
Diapositive 1



Diapositive 2




Diapositive 3



Diapositive 4

Chapter 2



Progress on the six EFA goals

Diapositive 5

Goal 1 – Early childhood care and education

- Child **malnutrition** affects 178 million children – one in three aged 0-5 years
- Education **disadvantage starts in the womb** and is linked to gender health disparities (iron and iodine deficiency)
- **Free maternal and child health care** are an education imperative
- ECCE can be a '**great equalizer**' but often reinforces inequality
  - **Rich children in Egypt 25 times more likely to attend pre-school**

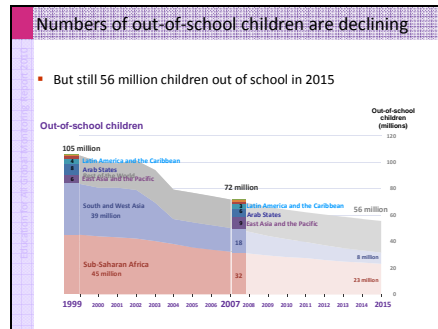
Diapositive 6

Goal 2 – Universal primary education

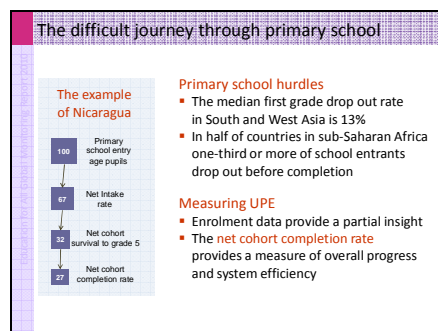
- Continued progress, with **out-of-school numbers down by 28%**
- but ...
- Progress is uneven and **pace has slowed** - out-of-school numbers falling too slowly for 2015 goal
- Administrative data may **overstate progress** – there could be many more children out of school
- Getting children into school is the first of **many hurdles**
- Some **higher income** countries are off track (eg. Turkey/ Philippines)



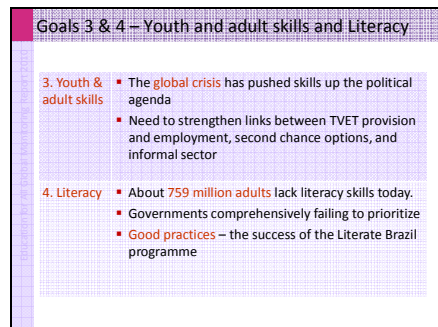
Diapositive 7



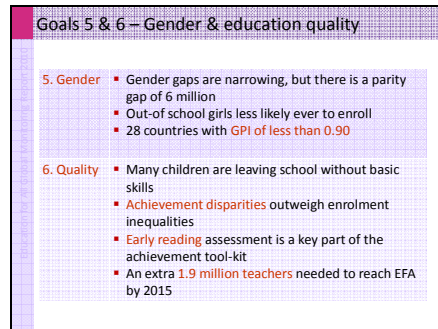
Diapositive 8



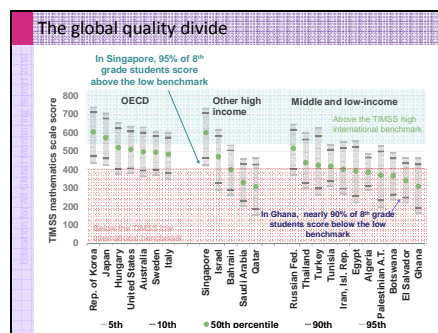
Diapositive 9



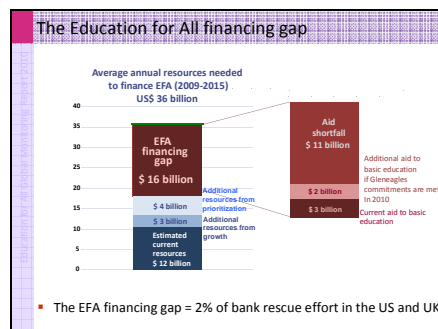
Diapositive  
10



Diapositive  
11



Diapositive  
12



Diapositive  
13

Chapter 3



Reaching the marginalized

*"Any distinction, exclusion, limitation or preference which...has the effect of nullifying or impairing equality of treatment"*

**Article 1 Convention against Discrimination in Education (1960)**

Diapositive  
14

Marginalization in education

**What is it?**

- *"Clearly remediable injustices around us which we want to eliminate"* *The idea of justice, Amartya Sen*
- The Report focuses on:
  1. **Measuring marginalization** – new national data (DME data set)
  2. **Drivers of marginalization** – causes such as poverty, gender, language, location, disability which intersect – and are reinforced by social attitudes
  3. **Remedies** – Policies for reaching and teaching the marginalized

Definition of marginalization in education =

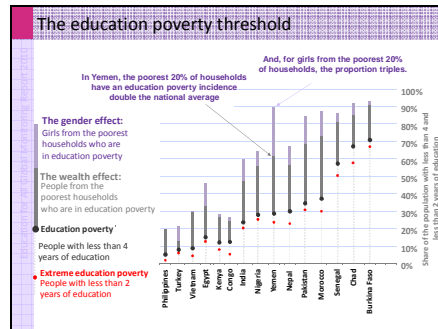
Extreme and persistent disadvantage reflected in 'predictable' failure, limited mobility, low levels of achievements and attainment

Diapositive  
15

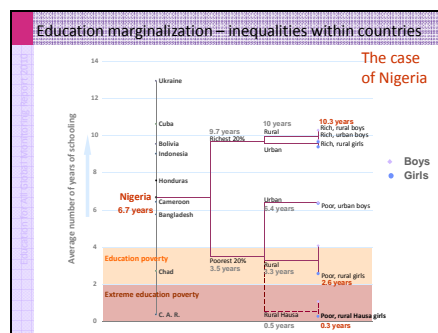
Measuring marginalization – a new tool

- Deprivation and Marginalization in Education (DME) data measures:
  - **'Education poverty'** – less than 4 years at school
  - **'Extreme education poverty'** – less than 2 years at school
- DME provides a tool for:
  - disaggregating by group characteristics
  - decomposing the **'bottom 20%'**
- Beyond the numbers of years in school – looking at disparities in learning achievement

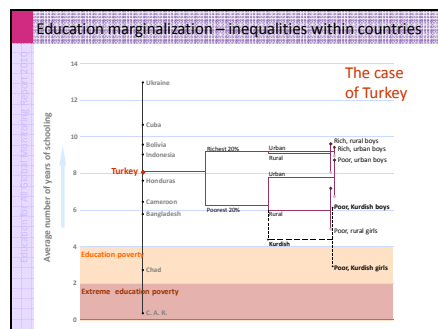
Diapositive  
16



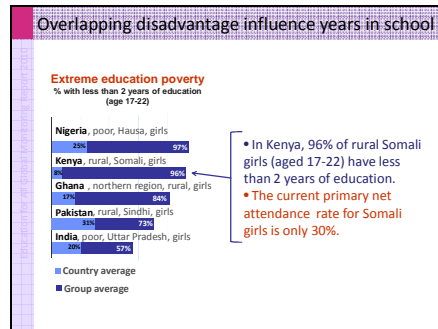
Diapositive  
17



Diapositive  
18



Diapositive  
19



Diapositive  
20

**Getting left behind – drivers of marginalization**

**What are the causes?**

- Educational marginalization driven by interacting layers of disadvantage
- Crosscut by **poverty** and **gender**.

**Five key processes which drive marginalization:**

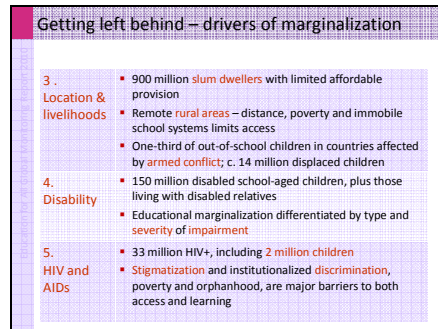
1. Poverty, vulnerability and child labour
2. Group-based disadvantages
3. Location and livelihoods
4. Disability
5. HIV and AIDS

Diapositive  
21

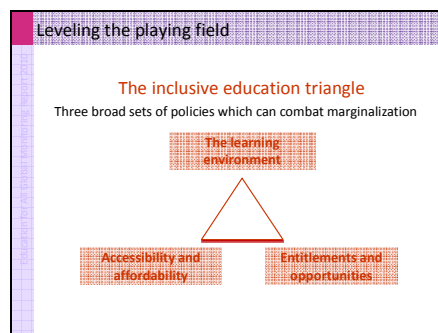
**Getting left behind – drivers of marginalization**

<b>1. Poverty &amp; child labour</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 1.4 billion people living on less than US \$1.25/day</li> <li>▪ 116 million child labourers</li> <li>▪ For these children and households, school fees and other costs remain a major barrier to education, particularly when shocks occur</li> </ul>
<b>2. Group-based causes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ethnicity, indigenous status, caste, language...</li> <li>▪ 221 million children with home language not used in school</li> <li>▪ Discrimination, stigmatization and subordination reinforced by children's school experiences (eg. caste in India)</li> </ul>

Diapositive  
22



Diapositive  
23



### Accessibility and affordability

Cutting direct and indirect costs  
 Providing targeted financial incentives  
 Investing in school infrastructure  
 Bringing classrooms closer to children  
 Supporting flexible provision  
 Coordinating and monitoring non-state provision

### Learning environment


Allocating teachers equitably  
 Recruiting and training teachers from marginalized groups  
 Providing additional support to disadvantaged schools  
 Developing a relevant curriculum  
 Facilitating intercultural and bilingual education

### Entitlements and opportunities

Developing poverty reduction strategies  
 Tackling early childhood deprivation  
 Enforcing anti-discrimination legislation  
 Providing social protection  
 Allocating public spending more equitably

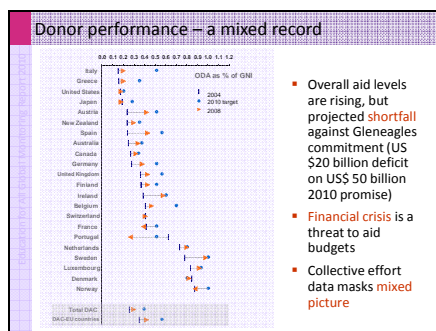
Diapositive  
24

Chapter 4

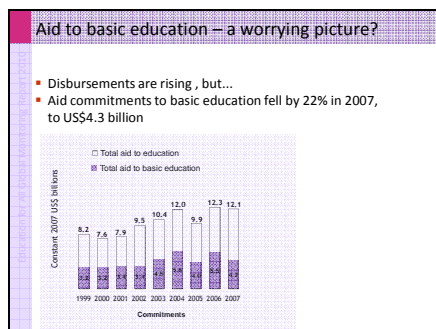


The aid compact:  
falling short of  
commitments

Diapositive  
25



Diapositive  
26





Diapositive  
27

Some key issues in aid – recurrent themes

- **Narrow base** of donor support
- **Under-prioritization** of basic education (France, Germany and Japan)
- Chronic under-financing of **conflict-affected** countries (eg. DR Congo, Liberia)
- Absence of **innovative financing** – eg. football levy
- Ongoing concerns over **aid effectiveness**


Diapositive  
28

The multilateral architecture – needs reform

- The Fast Track Initiative (FTI) has made some important achievements, with
  - good practice (support for national planning)
  - US \$491 million disbursed through the Catalytic Fund
- However, faces major challenges
  - Poor disbursement record and low political support
  - No funding from private or philanthropic sources
  - Conflict-affected countries are weakly covered
- Reform of FTI is necessary
  - Lessons based on global health funds
  - Greater political leadership and revitalized agenda in 2010

Diapositive  
29

Chapter 5



Rising to the EFA challenge

Diapositive  
30

Rising to the EFA challenge

- Set **equity-based targets** for all EFA goals and monitor their progress.
- Identify the drivers of marginalization for specific groups and adopt **integrated policies** that address them.
- **Integrate provision by NGOs** within national education systems and expand the entitlements of the marginalized.
- Increase **resource mobilization** and strengthen equity in public spending.
- Honour aid commitments and **strengthen the multilateral architecture** for aid to education.
- Convene a **high-level pledging event** linked to the 2010 Millennium Development Goals summit.

Diapositive  
31

EFA Global Monitoring Report 2010

[www.efareport.unesco.org](http://www.efareport.unesco.org)



EFA  
GLOBAL  
MONITORING  
REPORT

## v. La recherche et le développement d'approches pédagogiques

---

### ➔ Input expert: Markus Diebold

Wir wissen bestens: Forschung dient dem Erkenntnisgewinn. In Bezug auf die im UNESCO-Bericht angesprochenen Themen gibt es doch einiges, was nach Erkenntnis verlangt.

In diesem Sinne möchte ich dem Atelier Forschung drei Themenkreise als Input mitgeben.

1. Titel des diesjährigen Berichts der UNESCO heisst in der deutschen Version: „Ausgeschlossene einbinden“ und die heutige Veranstaltung steht unter dem Motto „Wie kann Bildung die am meisten benachteiligten Menschen erreichen?“  
Wenn man die Titel des Berichts und der Veranstaltung etwas genauer unter die Lupe nimmt, dann kann einem auffallen, dass es um die Integration der am meisten Benachteiligten geht, die man mit an Bord holen möchte. „Ausgeschlossene einbinden“ kann doch etwas Vereinnahmendes an sich haben, genau so wie es der Veranstaltungstitel auch hat: man bringt „Bildung“ zu jenen „Ausgeschlossenen“. Dabei wissen wir doch bestens, dass Bildung nicht wertneutral ist, sondern ein Machtinstrument sein kann, auch wenn wir das gar nicht unbedingt beabsichtigen. Denken wir an den Beginn der abendländischen Bildung in den Klöstern, denken wir aber auch an die Kolonialisierung Afrikas und Asiens, wohin die Kolonialherren Bildung brachten, d.h. ihre Vorstellung von Schule und Bildung.  
Was mich in meiner Arbeit in Bildungsprojekten in Entwicklungsländern beschäftigt, ist immer wieder die Frage: wie gelingt es mir bzw. uns, denen, welchen wir Schule oder Bildung woanders hinbringen, den Partnern Möglichkeiten in die Hand zu geben, ihre eigene Kultur zu entwickeln – statt dass wir mit unser Konzept von Bildung vermitteln, mit der sie in *unsere westliche* Kultur eingebunden werden?  
Ich frage mich, und das wäre ein Anstoss für Forschung: wie können wir sicherstellen, dass Bildung so gestaltet ist, dass sie die sogenannten „am meisten Benachteiligten“ erreicht?  
Ich möchte das kurz mit eigenen Erfahrungen illustrieren:
  - In einem Einsatz für die DEZA in Mazedonien, stellte ich fest, dass es von den sechs anerkannten Ethnien im Land eine sehr kleine gibt, die Walachen mit einem halben Prozent Bevölkerungsanteil, die sehr bildungsfreundlich ist; ich habe Walachen in vielen wichtigen Positionen angetroffen. Dagegen gibt es die „Ausgeschlossenen“, die Roma, mit etwas 2.5% Bevölkerungsanteil, die sich zum Teil der Bildung regelrecht verweigern – aus meiner Erfahrung aus folgenden Gründen: sie betrachten Schule als eine Vereinnahmung, eine Gefährdung ihrer ureigenen Kultur; sie betrachten aber Bildung auch als Machtinstrument der mazedonischen Mehrheit, die damit die Romas in ihre Gesellschaft und Kultur „einbinden“ will.
  - Oder nehmen wir das Volk der Akka im äussersten Nordwesten von Laos, die dort völlig abgeschlossen in zehn Dörfern leben. Eine der grössten Bemühungen der dortigen Organisation, welche die Einführung der Schulbildung unterstützt, ist „schülerzentrierter Unterricht“, dies in einer Kultur, die streng hierarchisch geordnet ist, wo Autoritäten im eigentlichen Sinne das Sagen haben und wo deshalb schülerzentrierter Unterricht nicht ihrem sozialen Empfinden entspricht, also ein Gesellschaftsmodell widerspiegelt, dass nicht das ihre ist.

Erlauben Sie mir noch den Hinweis auf den Häuserbau nach der Tsunamikatastrophe: Bekanntlich wurden dort zum Teil Häuser aufgestellt, die den örtlichen Bedürfnissen und kulturellen Vorstellungen nicht entsprachen und die deshalb nicht bezogen wurden. Es wurde an den Leuten vorbeigebaut – mit viel gutem Willen. Geschieht Vergleichbares nicht auch mit Bildung?

Auf diesem Hintergrund zurück zu meiner Frage an die Forschung: Wie müssen wir Schule und Bildung gestalten, dass sie die sogenannten Ausgeschlossenen wirklich erreichen können – also nicht nur physisch?

Das wäre dann auch ein wichtiger Beitrag zur Antwort auf Ziel 2 des Aktionsplans von Dakar, wo die Bildung von Kindern von ethnischen Minderheiten explizit erwähnt wird. Ohne ein besseres Verständnis ihrer Kulturen wird „unsere“ Bildung diese Kulturen nicht erreichen – auch wenn wir ihnen Schulhäuser hinstellen.

2. An dem Beispiel der Bildung der Akka in Laos wollte ich illustrieren, dass die in der Entwicklungszusammenarbeit Tätigen oft zu wenig wissen. Doch wie in diesem Fall weiss „man“ oft mehr, als den in der Entwicklungszusammenarbeit Tätigen bekannt ist, möglicherweise hat die Forschung Hinweise gefunden, die uns eigentlich weiter brächten. Nochmals zurück zu den Akka in Laos. Diese Kinder werden ab dem ersten Schultag in der Landessprache Laotisch unterrichtet, die allerdings keines der Kinder versteht. Es gibt aber kaum Bestrebungen, dies zu ändern. Auch die dort tätige Entwicklungsorganisation nimmt sich des Problems nicht an. Dabei weiss man doch schon seit einiger Zeit, dass muttersprachliche Bildung ein wichtiger Faktor für das Gelingen von Bildung ist. Wie kann es dazu kommen, dass eine Entwicklungsorganisation dies nicht zur Kenntnis nimmt? Läuft vielleicht vieles schief, weil die Entwicklungszusammenarbeit nicht auf der Höhe der Erkenntnis ist?

„Forschung und Entwicklung“, „recherche et développement“, research and development“ sind geläufige Wortpaare, die zusammen gehören, ein gängiges sprachliches Paar bilden. Sie suggerieren, dass Forschung der Entwicklung dient, dass Entwicklung Forschung verarbeitet, in die Praxis umgesetzt. Mir scheint allerdings eher, dass es oft einen „research and development gap“ gibt, einen Bruch zwischen Forschung und Entwicklung, dass Entwicklung oft *pragmatischen* Gesetzen gehorcht und sich wenig an gewonnenen Erkenntnissen orientiert.

Daraus leitet sich meine Frage ab: Wie gelingt es uns, Forschung und Entwicklung einander näher zu bringen, dass Entwicklung Forschung zur Kenntnis nimmt, Entwicklungszusammenarbeit effektiver gestaltet wird? Was könne die DEZA, aber auch die sogenannten Hilfswerke und die von ihnen beauftragten Organisationen und Konsulenten dazu beitragen?

3. Lassen Sie mich einen dritten Punkt in Zusammenhang mit der Forschung in die Runde geben:

Im Sinne der ersten Frage „was für eine Bildung für die Ausgeschlossenen, für ethnische Minderheiten?“ muss man sich die Frage gefallen lassen, inwiefern wir Forscherinnen und Forscher in den Industrieländern diese Fragen überhaupt beantworten können. Müssten wir nicht die Fragen an Forscherinnen und Forschern *in den Zielländern* übergeben?

Ein Bestreben in der Entwicklungszusammenarbeit müsste es sein, viel mehr Fragen vor Ort beantworten zu lassen, also Forschung in die Verantwortung von Institutionen in Entwicklungsländern zu übergeben. Ein wichtiger Schritt in diese Richtung sind Forschungspartnerschaften, ja überhaupt Hochschulpartnerschaften. Das *gemeinsame* Forschen, die Zusammenarbeit auf Hochschulebene unterstützt die mittel- und langfristige

Entwicklung; ohne eigene Forschungskompetenz und qualitative hochstehende wissenschaftliche Ausbildung gibt es in den Zielländern keine nachhaltige Entwicklung. In diese Richtung stösst auch das Diskussionspapier der KFPE, der Kommission für Forschungspartnerschaften mit Entwicklungsländern, das vor ein paar Tagen unter dem Titel „Weshalb mehr Forschungsk Kooperationen mit Ländern des Südens und Ostens“ erschienen ist. Forschungs- und Hochschulpartnerschaften sind aber auch eine Chance für uns in Europa, unsere Partner im Süden und Osten besser zu verstehen. Unser Institut hat im vergangenen Jahr die Austrian Development Agency ADA in der Entwicklung eines Programms unterstützt, in dem Hochschulpartnerschaften im Zentrum stehen. Wir haben in diesem Zusammenhang die Bestrebungen der Industrieländer recherchiert und mussten feststellen, dass die Schweiz im Vergleich zu anderen Ländern auffallend wenig tut.

In diesem Sinne meine dritte Frage: Inwiefern können Hochschul- und Forschungsk Kooperationen die Entwicklung in den Entwicklungsländern auch im Bildungsbereich massgeblich unterstützen und sicherstellen, dass Bildung den Bedürfnissen der dortigen Kulturen entspricht? Müssten die schweizerischen Entwicklungsorganisationen solche Partnerschaften nicht deutlich stärker fördern? Schon 2004 stellte Kofi Annan fest, und damit möchte ich schliessen: „What is needed [to reach the Millenium Development Goals] is a true partnership of developed and developing countries – a partnership that includes science and technology. Cooperation among the scientific and technological communities of different countries and regions yields a large collective reservoir of knowledge and expertise.“

Ich danke für die Aufmerksamkeit.

---

## Résultats

### *Principaux problèmes et enjeux concernant les programmes d'éducatons des groupes marginalisés*

- Manque de travail en équipe pluriculturelle Nord/Sud (Sud/Sud) dans les recherches pédagogiques
- Manque de recherche et d'éclairage pour comprendre les réalités
- Il existe trop de séparation entre la recherche académique et les approches pédagogiques
- Manque de collaboration entre la recherche académique et la recherche appliquée
- Manque de recherche sur comment articuler le lien entre une société basée sur la tradition orale et l'éducation formelle basée sur l'écrit

### *Mesures prioritaires*

- Prioriser l'appui à des programmes qui articulent formation et recherche
- Avoir les moyens pour traduire les résultats de recherche en outils pédagogiques
- Dans la collecte des données pour le rapport EPT, tenir compte des données alternatives (académiques)
- Développer des capacités localement pour avoir une voix dans le discours international sur le développement
- Créer des plateformes d'échange pour partager les expériences
- Formation de chercheurs sur l'éthique de la recherche
- Développer des partenariats de recherche Nord/Sud Sud/Sud

### *Objectifs*

- Valoriser et soutenir des programmes de recherche aidant à mieux comprendre et connaître les réalités des populations marginalisées
- Promouvoir des programmes qui articulent formation et recherche
- Encourager les approches/méthodes de recherche qui croisent les données officielles avec celles provenant d'autres sources

## vi. Programmes et projets sur le terrain

---

### → Input Expert : François Niada

Présente quelques avis personnels relatifs à la lecture du rapport et en lien avec les programmes et projets sur le terrain :

- renforcer l'accent sur l'éducation de base, nécessaire pour que les autres niveaux fonctionnent. L'éducation de base reste la clé à partir laquelle il faut travailler durant les prochaines années.
- le travail des organisations non gouvernementales sur le terrain ne ressort pas clairement dans le rapport;
- langues nationales : les programmes développés par les organisations ont effectué beaucoup de travail sur les langues nationales, cet aspect ne ressort pas dans le rapport
- la recherche : notamment la Pédagogie du Texte, l'approche Reflect, etc. sont des aspects importants et novateurs mis en œuvre sur le terrain, important de continuer le renforcement du travail au niveau des langues nationales et de mettre l'accent sur la recherche
- les concepts sur la pauvreté dans le rapport ne sont pas nouveau, un travail au niveau des groupes pauvres et marginalisés a déjà été effectué par les organisations non gouvernementales.

### I) Problèmes et enjeux :

- **participation** des populations locales à l'élaboration des politiques publiques (elles doivent être plus impliquées)
- **politiques plus inclusives** (exemple du Brésil : non intégration de l'histoire locale et non prise en compte des cultures locales dans certains programmes et projets)

#### Au niveau des curricula:

- l'équité est un important enjeu mais pas seulement en terme d'accès, aussi en terme d'équité de traitement durant l'apprentissage et de sortie une fois diplômé : **tous les enfants doivent avoir les mêmes d'accès, de traitement et de sortie** pour s'insérer dans la vie économique et sociale.
- Importance de la dimension genre qui demeure encore aujourd'hui un défi de taille
- la question des langues nationales

**Au niveau de l'approche sectorielle et des partenariats :** importance du décroisement sectorielle des questions de développement pour une approche plus globale, les questions éducatives sont des questions qui concernent également les autres secteurs (santé, finance, agriculture, etc.)

**Le rôle des organisations de la société civile** (côté novateur), il est important de valoriser le rôle des ONG, leurs efforts ne sont pas reconnus au niveau des Etats (par exemple leur travail n'apparaissent pas dans les statistiques nationales)

**Le décroisement du système éducatif** (formel/ non formel/ informel) avec une diversité d'offre

- **La question de l'attitude des donateurs** : apprendre ensemble et non importer du savoir et du savoir-faire, les donateurs ne débarquent pas sur un terrain vierge. Les pays du Sud disposent de savoir, de compétences et de capacités qui doivent être mises au service du développement et de la coopération internationale. Besoin



d'influence des décideurs par les acteurs et d'une indépendance financière des programmes et des projets, et ancrage des programmes au niveau local.

### **Plénière 1 : Mise en commun des résultats de la discussion des différents sous-groupes de travail et décision sur les 5 enjeux :**

1. Elaboration participative des politiques publiques
2. Curricula favorisant l'équité (langues, dimension genre, enseignants, etc.)
3. Approches intersectorielles et Partenariat (rôle important des ONG)
4. Education de base tout au long de la vie / Décloisonnement des sous-systèmes éducatifs (formel/ non formel)
5. Dépendance aux financements extérieurs / Attitude des donateurs

### **II) Mesures :**

#### *1) mesures relatives à l'enjeu « élaboration participative des politiques publiques »*

- accompagnement des communautés pour le renforcement des activités de plaidoyer
- création d'espaces de dialogue politique

#### *2) mesures relatives à l'enjeu « curricula favorisant l'équité »*

- capitalisation et diffusion des expériences réussies (à cheval entre le 1 et le 2 avec différentes finalités)
- adaptation des curricula aux spécificités locales et aux réalités globales (nouvelles technologies, langues nationales, genre, etc.)
- formation continue des enseignants sur les changements des curricula
- recherche sur la pertinence des curricula

#### *3) mesures relatives à l'enjeu « approche intersectorielle et partenariat »*

- systématisation entre recherche et mise en oeuvre (mise en oeuvre sur le terrain par les ONG, nécessité de va et vient entre les chercheurs et les ONG qui mettent en oeuvre les résultats des recherches)
- multiplication de rencontres intersectorielles au niveau des pays pour partager les expériences
- 

#### *4) mesures relatives à l'enjeu « Education de base tout au long de la vie / Décloisonnement des sous-systèmes éducatifs (formel/ non formel) »*

PAS EU LE TEMPS DE LE TRAITER EN SOUS-GROUPE DE TRAVAIL

#### *5) mesures relatives à l'enjeu « Dépendance aux financements extérieurs / Attitude des donateurs »*

- mobilisation des ressources locales (en dehors de celle des Etats) : existence des privés pouvant apporter des fonds/ des financements aux programmes et projets, ceci pour alléger le financement extérieur
- prise en charge progressive du financement des activités des ONG par les Etats
- allocation des budgets aux collectivités locales selon un système de quota

**Plénière 2 : Mise en commun des résultats de la discussion des différents sous-groupes de travail et décision sur les 5 mesures :**

1. -Accompagnement des communautés pour le renforcement des organisations dans le cadre des activités de plaidoyer
  - Création d'espaces de dialogue politique (après le renforcement des organisations)
  - plaidoyer pour l'éducation de base tout au long de la vie
2. - Adaptation des curricula aux spécificités locales et aux réalités globales (nouvelles technologies, langues nationales, genre, etc.)
  - Formation initiale et continue des enseignants (capitalisation des expériences innovantes et diffusion et recherche sur les curricula)
3. Dialogue intersectoriel
4. Passerelles entre éducation formelle et non formelle
5. Mobilisation de ressources locales et prise en charge progressive des financements par l'Etat; passage à l'échelle lorsque les autres mesures sont mises en place.

## vii. La sensibilisation et le plaidoyer politique, en Suisse et sur le terrain

### → Input expert : Massimo Amadio

#### Points clé :

Répondre aux besoins des groupes marginalisés demande des politiques également diverses. Il faut une approche intersectorielle – administration mais surtout politique.

Gaspillage de ressources – nécessaire de changer les structures avant d'ajouter encore des ressources.

Comment influencer la politique nationale ? Documents de politique sont trop loin de la pratique.

Il faut trouver les points de contacts entre les acteurs – aujourd'hui les plaidoyers (les représentants des groupes marginalisés et les politiciens p.ex.) sont plus ouverts. Mais il faut toujours convaincre les élites.

	<b>Die fünf wichtigsten / dringendsten Probleme</b>
1	Coordination intersectorielle insuffisante - besoin de vision globale
2	Besoin d'alliance ONG et société bilatérale/multilatérale qui devrait relayer financièrement et diffuser les expériences porteuses.
3	Reconnaissance des droits de l'homme – p.ex. reconnaissance des acteurs locaux et de leur capacité de proposition, reconnaissance des langues et cultures locales.
4	Besoin d'une redistribution budgétaire
5	Corruption

	<b>Objectifs et mesures</b>
1	Décentraliser les ressources financières du pays et...  <i>Allouer des budgets aux collectivités locales</i>  Les allouer dans une logique d'équité <i>Définir des quotas financiers par groupes et région</i>
2	S'accorder sur les objectifs communs auxquels contribuent différents secteurs (santé-social-éducation-agriculture).  <i>Créer des écoles multisectorielles et intergénérationnelles.</i>
3	Privilégier une dynamique locale et un processus participatif dans les politiques de développement suisses.  <i>Il faut mieux comprendre les besoins locaux en écoutant « la voix du Sud » et en garantissant que chaque programme a un entrepreneur local.</i>
4	Privilégier la recherche de solutions éducatives locales et les valoriser/utiliser à tous les niveaux (national, international).  <i>Identification de plateformes pour disséminer les expériences.</i>
5	En Suisse, rechercher la cohérence entre les politiques et les activités internationales des différents départements. <i>Encourager les ONG à contacter régulièrement des parlementaires.</i>